

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Michèle Bonnechère : Vers une consolidation jurisprudentielle du droit international des droits de l'Homme.

Michel Pécher : L'impartialité de la juridiction prud'homale.

Contre les ripostes patronales à la grève

Daniel Boulmier : Courriers individuels, restriction au droit de grève et règlement intérieur.

Jacques Duplat : La possibilité du lock-out suppose une situation contraignante libérant de façon absolue l'employeur de son obligation de fournir du travail.

DOCUMENTS

Etat(s) d'urgence. Déclarations et note Emmanuel Gayat et Isabelle Meyrat.

JURISPRUDENCE

voir notamment

La guérilla à l'encontre des conseillers prud'hommes salariés : le détournement persistant de la récusation.

Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 21 octobre 2004 ; Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9^e Ch. B) 27 octobre 2004 ; Cour d'appel de Dijon (Ch. Soc.) 14 juin 2005 ; Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Soc. sect. A) 21 juin 2005 (p. 27)

Qualifications des agissements fautifs de l'employeur justifiant la résiliation judiciaire du contrat de travail : harcèlement moral ou manquement à l'exécution de bonne foi ?

Cour d'appel de Paris (18^e Ch. D) 17 mai 2005 - Note Patrice Adam (p. 32)

Le bénéfice d'un accord collectif ne peut être conditionné à la signature d'une transaction par le salarié.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 avril 2005 - Note Rachel Gourdol (p.38)

A travail égal, salaire égal, un principe bien malmené.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} juin 2005 et 6 juillet 2005 - Note Pascal Moussy (p.43)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit administratif du travail : décisions sélectionnées et commentées par **Jean-Louis Rey**.

Droit social européen : décisions sélectionnées et commentées par **Michèle Bonnechère**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture)



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

263, RUE DE PARIS, 93516 MONTREUIL CEDEX - www.cgt.fr

Doctrine :

Vers une consolidation jurisprudentielle du droit international des droits de l'Homme par Michèle Bonnechère , Professeur à l'Université d'Evry Val d'Essonne	1
Annexe : DURÉE DU TRAVAIL – Accord d'aménagement et de réduction du temps de travail – Etablissements et services pour personnes handicapées et inadaptées – Article 8 de la loi du 17 janvier 2003 – Distinction entre les justiciables conforme à l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 juillet 2005	4
L'impartialité de la juridiction prud'homale par Michel Pécher , Défenseur syndical	5
Contre les ripostes patronales à la grève :	
– Courriers individuels, restriction au droit de grève et règlement intérieur (à propos d'un arrêt du Conseil d'État du 27 juillet 2005) par Daniel Boulmier , Maître de conférences Institut Régional du Travail, Université Nancy 2, IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe [FRE CNRS n° 2785]), Université Rennes 1	11
Annexe : GREVE – Conditions d'exercice – Règlement intérieur – Fonction – Rétablissement de la sécurité – Possibilité de régler l'exercice du droit de grève en vue d'assurer la sécurité des clients (non).	
CONSEIL D'ÉTAT (10^e et 9^e ssr) 27 juillet 2005	18
– La possibilité du lock-out suppose une situation contraignante libérant de façon absolu l'employeur de son obligation de fournir du travail. Avis de Jacques Duplat , Avocat général à la Cour de cassation	19
Annexe : GRÈVE – Lock-out par l'employeur – Conditions – Situation contraignante – Impossibilité de fournir aux non-grévistes des tâches supplétives – Preuve non rapportée – Licéité (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 septembre 2005	22

Documents :

L'urgence, c'est le social et la démocratie - Déclaration de la CGT	24
Non au régime d'exception. Pour un état d'urgence sociale - Appel d'organisations	24
Note Emmanuel Gayat et Isabelle Meyrat	25

Jurisprudence :

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Récusation – Conseiller élu sur une liste CGT – Syndicat CGT intervenant dans une instance – Validité de la composition de la formation de jugement au regard de l'article 6-1 CEDH (oui).	
COUR D'APPEL DE NIMES (Ch. Soc.) 21 octobre 2004	27
Note Arnaud de Senga	28
CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Récusation – Conseiller accusé de soutenir l'activité syndicale et d'avoir des liens d'amitié avec le salarié demandeur – Récusation encadrée par l'article L. 518-1 Code du travail et non 341 nouveau Code de procédure civile – Affiliation du conseiller et du salarié à une même confédération ne pouvant constituer une cause de récusation.	
COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE (9^e Ch. B) 27 octobre 2004	29
CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Récusation – Conseiller interpellant pendant l'audience le défenseur syndicat – Circonstance d'une audience perturbée par le comportement de l'employeur – Comportement ne pouvant constituer une cause de récusation – Inapplicabilité de l'article 341 NCPC.	
COUR D'APPEL DE DIJON (Ch. Soc.) 14 juin 2005	30
CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Récusation – Conseiller élu sur une liste CGT – Action de substitution d'un syndicat CGT au profit de travailleurs précaires – Validité de la composition de la formation de jugement au regard de l'article 6-1 CEDH (oui).	
COUR D'APPEL DE BORDEAUX (Ch. Soc. sect. A) 21 juin 2005	31
CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Résiliation judiciaire du contrat de travail – Manquement de l'employeur – Exécution de bonne foi du contrat – Distinction avec le harcèlement moral.	
COUR D'APPEL DE PARIS (18^e Ch. D) 17 mai 2005	32
Note Patrice Adam , Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP	33

CONTRATS D'AIDES A L'EMPLOI – Salarié employé cinq ans par des contrats emploi solidarité et emploi consolidé successifs – Obligation de formation et d'orientation professionnelles à la charge de l'employeur – Inexécution par celui-ci – Requalification de l'ensemble de ces contrats à durée déterminée en un contrat à durée indéterminée. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 novembre 2004	36
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Exercice du droit d'opposition – Emission dans un délai de huit jours – Décompte – Expédition de l'opposition par courrier recommandé. TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (référé) 25 mai 2005	37
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Transaction et accord collectif – Articulation à l'occasion d'un plan social. COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 5 avril 2005	38
Note Rachel Gourdol , juriste au CIDECOS	39
INSPECTION DU TRAVAIL – Meurtre de deux agents de l'administration de travail dans l'exercice de leurs fonctions – Analyse des circonstances de la commission du crime – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession (oui) – Recevabilité de la constitution de partie civile du syndicat professionnel (article L. 411-11 du Code du travail). COUR D'APPEL DE BORDEAUX (Ch. de l'instruction) 17 mai 2005	40
Note Francis Saramito	41
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Vérification par le juge prud'homal de la cause exacte d'un licenciement présenté par l'employeur comme reposant sur un motif inhérent à la personne de la salariée – Difficultés économiques constituant la cause première et déterminante des propositions de diminution du temps de travail et de mutation refusées par la salariée – Licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse. CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE CASTRES (départage) 13 avril 2005	42
Note Pascal Moussy	43
SALAIRES – Conditions de la mise en œuvre du principe " <i>à travail égal, salaire égal</i> " (deux espèces). Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 1er juin 2005	43
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 juillet 2005	44
Note Pascal Moussy	45
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Fusion-absorption – Entreprise absorbante dont le personnel est régi par un statut réglementaire – Personnel de l'entreprise absorbée soumis de plein droit à ce statut – Accords collectifs antérieurs inapplicables. COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 mai 2005	46
Note Francis Saramito	47

Chroniques jurisprudentielles :

Droit administratif du travail : décisions sélectionnées et commentées par Jean-Louis Rey , Magistrat administratif (deuxième partie) :	
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Motif économique – Licenciement d'un salarié auquel un changement de législation interdit de poursuivre l'exécution de son contrat de travail – Obligation de reclassement. Conseil d'Etat, 15 juin 2005	48
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement pour inaptitude physique consécutive à un accident du travail – Portée de l'obligation de reclassement. Conseil d'Etat, 4 juillet 2005	49
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Enquête de l'inspecteur du travail – Modalités de l'enquête contradictoire. Conseil d'Etat, 20 avril 2005	50
Droit social européen : décisions sélectionnées et commentées par Michèle Bonnechère , Professeur à l'Université d'Evry, Val d'Essonne	
REGROUPEMENT FAMILIAL – Membres de la famille d'un travailleur bénéficiaire de la libre circulation communautaire – Loi de l'Etat d'accueil imposant l'obtention d'un visa pour la délivrance d'un titre de séjour – Violation du droit communautaire – Obligation de délivrance du titre dans les six mois suivant la demande. Cour de Justice des Communautés européennes, 14 avril 2005	51
EGALITE DE TRAITEMENT ENTRE HOMMES ET FEMMES – Interdiction dans la législation autrichienne d'employer des femmes aux travaux souterrains dans le secteur minier ainsi qu'aux travaux en surpression et en plongée – Conformité à la convention n° 45 de l'OIT – Incompatibilité avec la directive 76/207. Cour de Justice des Communautés européennes, 1er février 2005	52